



Paul Bartali

Abonné-e de Mediapart

BILLET DE BLOG 29 JUILLET 2026

Face à l'IA, dépasser l'impuissance

Face à l'IA, le refus moral et le boycott constituent une défaite stratégique. Sortir du purisme pour contester le contrôle politique et social de cette technologie est un impératif.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

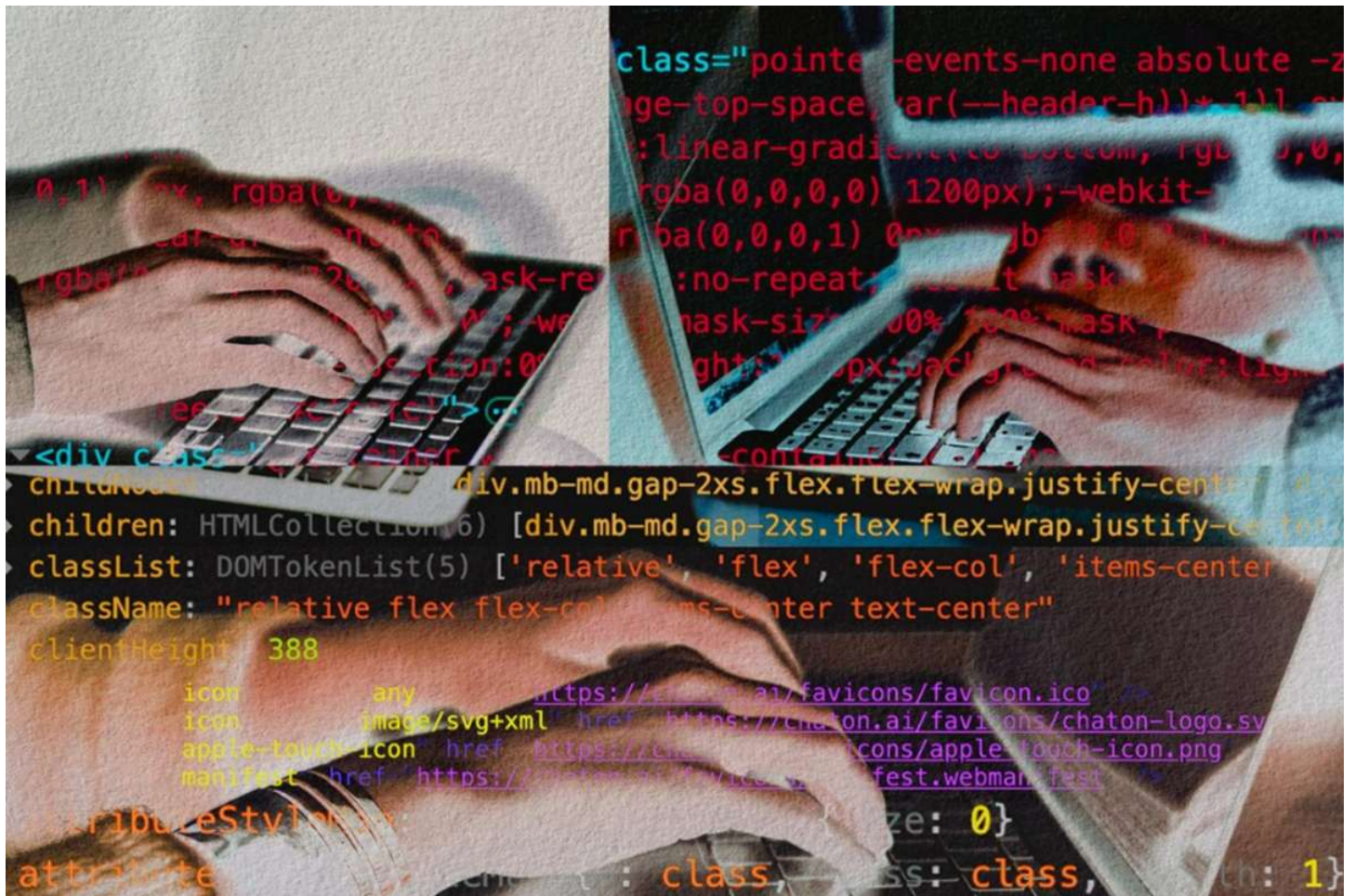
Le purisme comme défaite anticipée

Depuis deux ans, l'intelligence artificielle générative s'est imposée dans nos quotidiens en occupant une place de plus en plus conséquente dans les entreprises, les administrations et les universités à un rythme qu'aucune régulation n'a suivi. Une partie de la gauche, à raison, inquiète des dégâts sociaux et écologiques qu'elle produit, en conclut qu'il faut la refuser en bloc. Cela se traduit à travers le boycott, [l'objection de conscience](#) ou des appels à l'éradication pure et simple de l'outil. Cette réaction part certes d'une analyse globalement juste, établie à travers différentes critiques matérialistes de l'intelligence artificielle. Elles défont toutes la technologie de son mythe messianique et révèlent sa vraie nature sous le capitalisme tardif.

L'IA s'impose comme une infrastructure destinée à relancer la productivité au service d'un projet de société marchand, autoritaire et écocidaire. Par conséquent, sa « régulation éthique » promue par les géants du secteur n'est jamais qu'une blague concurrentielle. Mais ce constat se retourne contre lui-même dès qu'il conclut sur le rejet absolu ou l'éradication de l'outil. Car l'IA ne s'est pas seulement imposée comme une technologie de plus, elle est devenue le terrain même où se joue la bataille hégémonique de la décennie. Refuser d'y entrer, au nom d'une pureté morale, ne fait pas reculer d'un pouce le capitalisme et les techno-fascistes qui la contrôlent, c'est même leur laisser le champ libre.

Le choc social de l'IA

Ce refus par principe se heurte à une réalité plus grande car l'IA est déjà en train de transformer, de déqualifier et de détruire des emplois à grande échelle. Et pourtant, aucun débat sur sa rentabilité économique ne change quoi que ce soit à ce que vivent concrètement les personnes concernées. Le monde universitaire en offre [d'ailleurs un raccourci révélateur](#), face à un collectif d'enseignants-chercheurs toulousains qui a récemment appelé à un refus par principe d'utiliser l'IA générative, des voix se sont élevées à l'intérieur même de la profession pour rappeler que la quasi-totalité des étudiants s'en servaient déjà et que décréter le tabou sans se former soi-même à l'outil revenait surtout à laisser les plus démunis s'en débrouiller seuls.



© Photo illustration Sébastien Calvet / Mediapart

C'est ce même arbitrage qui traverse toute la question sociale : un retrait moral qui protège la cohérence de qui le formule, tout en abandonnant ceux qui n'ont pas ce luxe. Le [MIT](#) a montré que l'IA générative ne devrait accroître la productivité globale que de 0,05 à 0,07 % par an. Pourtant, les géants du secteur engagent des dépenses titanesques ([plus de 800 milliards de dollars en 2026](#)) alimentant une bulle spéculative faite d'engagements hors bilan et de dettes massives. Ce paradoxe dévoile la logique profonde du capitalisme : l'IA n'a pas besoin d'être performante ou soutenable à long terme pour détruire des emplois, aujourd'hui il lui suffit uniquement de servir à remplacer le travail humain à moindre coût.

En France, la vague touche les métiers créatifs ([rédacteurs, traducteurs, graphistes, etc.](#)) mais s'attaque aussi de plein fouet aux services publics. Selon [Roland Berger](#), 38 % des emplois de la fonction publique sont exposés à l'IA mais la [CFDT](#) évalue à 8 % la part directement automatisable (soit 430 000 postes). Chez [France Travail](#), où l'opérateur prévoit de supprimer 2 300 postes d'ici 2027 tout en multipliant les outils algorithmiques, comme à la CAF ou dans les banques. Le risque de voir des agents dépossédés de leur métier, réduits à de simples superviseurs de systèmes qu'ils ne contrôlent plus est flagrant.

À l'autre bout de la chaîne, cette infrastructure perpétue une division néocoloniale du travail. Au Kenya, [plus d'un millier d'annotateurs employés par Sama](#) pour le compte de Meta ont été brutalement licenciés en avril 2026 sur décision unilatérale venue de Californie. Payés 300 dollars par mois pour modérer des contenus violents. Cela illustre le contrôle total du secteur par des donneurs d'ordre américains laissant des salariés à la merci de décisions impériales, sans le moindre pouvoir de négociation collective.

Face à ce choc social, on ne répond pas par une posture basée uniquement sur l'immoralité des algorithmes et du monde qu'ils défendent. Dire aux travailleurs « nous refusons cette technologie », c'est les désarmer stratégiquement. Comme le

montre l'analyse de [Bernard Friot](#), l'enjeu n'est pas d'attendre une indemnisation passive de l'Etat qui entérinerait notre inutilité économique. La tâche de la gauche est d'organiser la riposte d'abord sur le terrain de la production en rattachant le salaire à la personne plutôt qu'à l'emploi concurrencé par la machine, puis d'imposer le contrôle direct des travailleurs sur les choix des investissements et l'introduction des algorithmes. L'automatisation ne doit pas signifier précariser mais libérer du temps pour la décision politique, l'organisation du quotidien et la création.

Ne pas rejouer la défaite du Web 2.0

Ce risque de désarmement stratégique n'est pas une hypothèse sortie de nulle part, puisque la gauche l'a déjà vécu, face à l'émergence des plateformes numériques au tournant des années 2010. Facebook, Twitter, YouTube ont été majoritairement désertés par la gauche critique, qui y voyait des dispositifs d'aliénation ne méritant pas qu'on s'y attarde. Les faits donnent une actualité dure à cette défaite, [une étude interne](#) menée par Twitter/X en 2022 a montré que les contenus publiés par des élus de droite bénéficiaient d'une amplification algorithmique supérieure à ceux de la gauche. Cet écart s'est encore creusé depuis le rachat de la plateforme par Elon Musk au point qu'elle est devenue une place centrale des droites radicales mondiales.

En Allemagne, [une étude de l'université de Potsdam](#) a montré qu'à l'approche des élections régionales de 2024, les utilisateurs de TikTok étaient exposés en moyenne à neuf contenus favorables à l'AFD par semaine contre un seul pour les autres partis. Ce précédent éclair ce qui se joue aujourd'hui à une échelle supérieure. Car l'IA telle qu'on nous l'impose, n'est pas un simple réseau social de plus mais une mutation anthropotechnique qui porte un projet de société total auquel il faut plus que jamais y faire face.

Contre l'écocide concurrentiel : socialisation

L'argument écologique, souvent brandi en dernier recours pour justifier le refus technologique, mérite le même type de reformulation plutôt qu'un simple constat d'impuissance. Il ne s'agit pas ici de nier le coût matériel de l'IA. Selon [l'Agence internationale de l'énergie](#), la consommation électrique liée à l'IA et aux centres de données pourrait dépasser 1 000 TWh en 2026, contre 460 TWh en 2022, soit l'équivalent de la consommation totale du Japon, tandis que ces infrastructures ont englouti [environ 560 milliards de litres d'eau dans le monde en 2023](#).

Si la capacité de calcul pose en elle-même des limites physiques et écologiques évidentes, le moteur de son explosion incontrôlée réside avant tout dans la logique d'accumulation et la guerre concurrentielle. Que Google, Microsoft, Amazon, Meta et OpenAI se disputent le même marché conduit chacun à démultiplier ses propres centres de données par crainte de perdre du terrain sur ses rivaux. Cette logique marchande suffit à expliquer pourquoi la sobriété n'entre jamais en compte dans le choix d'implanter une nouvelle infrastructure.

Cette impasse face aux infrastructures lourdes et la légitimité de leur besoin concret n'est pas nouvelle, elle rejoue même un dilemme historique de la gauche quant à la ligne à tenir face aux outils industriels centralisés. On retrouve un enjeu similaire dans les débats sur le nucléaire, nationalisé dès 1945. La production électrique y est longtemps restée un objet de désaccord entre une culture industrielle et étatique portée par le PCF et la CGT à EDF, face à une critique écologiste qui en a fait un symbole à rejeter en bloc, notamment lors des affrontements de [Creys-Malville en 1977](#), où la répression policière a coûté la vie à un manifestant antinucléaire. Sans trancher ce débat sur le fond, ce précédent montre une chose: qualifier de façon monolithique une infrastructure de « mal absolu » plutôt que de se battre pour son contrôle nous prive de toute prise sur sa gestion laissant l'État et l'industrie décider seuls des choix à notre place.

C'est cette leçon qu'une planification démocratique des ressources informatiques doit appliquer à l'IA, à ceci près qu'il devrait ici, commencer par en arracher la propriété aux monopoles privés. Mettre fin à la concurrence marchande

réduirait le nombre d'infrastructures physiques nécessaires et réorienterait le calcul vers des besoins collectifs (prévision climatique, recherche médicale, planification énergétique, etc.). Une infrastructure sous contrôle démocratique permet de surcroît d'imposer des exigences écologiques par implantation là où l'énergie décarbonée est disponible, l'application de moratoires sur l'extension du parc privé, etc.

L'empreinte de l'IA n'est donc pas qu'une fatalité inhérente au code qu'elle requiert, elle est également intrinsèquement liée au chaos concurrentiel du capitalisme et s'y attaquer impose la question de la socialisation des infrastructures de calcul plutôt que le fantasme d'une extinction de la technologie.

Constituer un front pluriel et réaliste

Cette socialisation trouve d'ailleurs sa légitimité dans l'histoire même du savoir qu'elle mobilise. L'apprentissage automatique et les grands modèles de langage ne sont pas nés du génie de quelques entrepreneurs de la Silicon Valley: ils reposent sur des décennies de recherche mathématique publique, sur l'accaparement du langage humain et sur le travail invisible du clic mondial. C'est d'ailleurs ce que la thèse de Marx du « general intellect », développée dans les "Grundrisse", permet précisément de penser. Ce savoir accumulé appartient historiquement à la collectivité et le libérer de la cage de la propriété privée est la condition pour en faire un instrument d'émancipation plutôt que d'exploitation et d'oppression.

Prôner malgré tout le désengagement, au nom d'un « There Is No Alternative » inversé, revient à ériger la capture capitaliste actuelle d'une technologie en son essence inaltérable, c'est le mécanisme même du [« réalisme capitaliste »](#) que décrivait Mark Fisher. Mener la bataille inverse suppose de ne pas se tromper de méthode. Il serait naïf de croire qu'une réforme progressive des institutions existantes suffira à elle seule, mais il serait tout aussi vain de se replier dans des communautés autonomes en abandonnant l'État aux seuls intérêts privés. Les deux terrains doivent être investis en même temps et non l'un à la place de l'autre.

Le premier terrain d'action est l'État lui-même. Le considérer comme un bloc monolithique au service exclusif du capital serait une erreur. Comme le soulignait Nicos Poulantzas, l'État est la [« condensation matérielle d'un rapport de forces »](#). Il est en permanence tiraillé entre deux logiques contradictoires. D'un côté, des impératifs sécuritaires qui le poussent à s'allier aux monopoles privés de l'IA ; de l'autre, la nécessité de préserver la paix sociale à travers le droit du travail, la régulation et la recherche publique. Désertir l'État au nom d'une pureté militante revient à laisser ses leviers juridiques et budgétaires au capital, alors qu'ils pourraient servir à briser les monopoles, imposer des normes écologiques strictes et de financer une alternative publique.

Le second terrain puise dans l'imaginaire historique de la commune, dans une veine plus proche de [Murray Bookchin](#). Parce que l'État souffre d'une inertie bureaucratique que la seule lutte institutionnelle ne suffira pas à surmonter. Il lui faut donc opposer des contre-institutions technologiques autonomes véritablement démocratique appliquant la démocratie direct.

Exiger l'éradication pure et simple de l'IA reste au bout du compte, un vœu pieux qui masque un retard stratégique plutôt qu'il ne le comble. La technologie est déjà intégrée aux structures matérielles de notre époque. Il ne reste donc qu'à abandonner le dogmatisme moral pour engager une guerre de position sur plusieurs fronts :

- Contre le projet de société que la Silicon Valley technofasciste qui cherche à imposer par ces outils, une société de surveillance où les logiques d'exclusion et de discrimination l'emportent sur toute promesse d'émancipation.
- Dans la machine et les salles de classe, en apprenant à se servir de ces outils avec un œil critique plutôt que de décréter le tabou et de porter des revendications concrètes sur ce que l'automatisation transforme dans le travail humain visant à

l'émancipation plutôt qu'à la précarisation.

- Dans l'État, en mobilisant le droit pour démanteler les monopoles, stopper l'explosion des consommations d'eau et d'électricité puis de soumettre le calcul à une planification écologique stricte.
- Dans la commune, enfin, en créant des pôles du numérique autogérés, offrant aux associations et écoles des outils d'IA ouverts, et garantissant la protection réelle des données personnelles en passant par des modèles hébergés sur des serveurs coopératifs à l'échelle municipale, mis au service de la planification écologique locale, des transports publics ou de la redistribution transparente des ressources, par exemple.

C'est en affrontant le système sur son propre terrain et non en se réfugiant dans les marges morales de l'histoire, que la gauche pourra disputer l'hégémonie et construire une véritable alternative crédible.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.